

L'ADEME et TEO ont sollicité différentes structures privées pour qu'elles puissent témoigner de leur vision des actions des collectivités sur l'ACC durant l'atelier. Rémy Dugoujon et Lise Germon d'Inddigo ont répondu positivement. L'atelier s'est déroulé en deux temps : présentation d'Inddigo avec questions/réponses ; puis échanges libres entre participants, dont une synthèse des points saillants est faite ici. Ce compte-rendu est complété avec des ressources fournies a posteriori par Valérie Potier du Cerema.

1. Présentation d'Inddigo

En complément de la présentation d'Inddigo

Lutter contre, vivre avec, renoncer

L'ACC est très large, avec le risque de s'y perdre et de ne rien faire. La matrice proposée est précieuse pour échantillonner des champs d'actions de l'ACC .

Le diagnostic de vulnérabilité est toujours le point de départ

Compléments sur les exemples évoqués durant l'atelier (action entouré en pointillé rose orangé sur la présentation d'Inddigo) :

- Villes&Territoires et tempête : On pense beaucoup solutions d'ACC au long terme, mais il y a aussi le sujet de la gestion de la crise, l'organisation des secours.
- Bâtiments résidentiel et inondation : construction sur pilotis permet de vivre avec le risque, de ne pas soustraire à la crue des espaces, sans perdre en surface habitable.
- Industrie (et certaines filières) et Chaleur : Besoin d'un bureau des temps pour penser le rythme de travail, le rythme de vie en fonction des saisons et du climat. Initialement c'était pour lisser les heures de pointe, mais il y a désormais des enjeux saisonniers qui surgissent..
- Agriculture et inondation : en bord de rivières, restaurer fonctionnalité des cours d'eau pour éviter l'inondation des champs.
- Tourisme : très transversale. Gouvernance du tourisme, un angle d'attaque légitime. En tant qu'administration, il y a un vrai sujet de gouvernance de l'ACC.

Autres exemples :

- Les SaFN, avec le projet LIFE Artisan de l'OFB par exemple. Contact : Anaïs Lucas, animatrice régionale SaFN en Pays de la Loire ; anaïs.lucas@ofb.gouv.fr
- Référentiel d'aménagements avec Bordeaux Métropole : à partir de ce que l'on connaît, comment les met-on en œuvre ? En savoir plus : <https://www.inddigo.com/references/referentiel-amenagement-solutions-fondees-nature/>
- Nivellement de l'espace public – pour préserver au moins les zones piétonnes : Ville de Romorantin : <https://www.adaptation-changement-climatique.gouv.fr/s-inspirer/ils-le-font-deja/reportages/face-aux-inondations-cas-decole-quartier-matra-romorantin>
- Aménagement d'une zone logistique trimodale fer, route et fleuve, en bords de Seine : Laisser la Seine rentrer dans la plaine, d'inonder les terres basses et de ne pas impacter les zones d'activités.
- Retenir l'eau avec l'idée de « keyline » : Aménager certaines lignes de niveau en y positionnement des haies et baissières par exemple, en s'appuyant sur des principes d'agroforesterie, d'hydrologie régénérative, de permaculture, etc. Cette pratique a un fort impact paysagé ; ce renouvellement du paysage agricole est assez intéressant.
- Réutilisation eau usées traitées (REUT) (au stade d'étude en grande partie actuellement) : Un magasin à Arles effectuant de la teinture de textile utilise 100% des eaux de toiture et

grise pour ses besoins en eau non potable (toilettes et process industriel). L'évacuation se fait en extérieur, dans un jardin, où l'eau est traitée naturellement.

- Réseau eau grise à l'échelle d'un quartier de Nantes pour arrosage espace vert et réutilisation domestique des eaux grises, notamment par les activités artisanales qui seront installées sur l'Île de Nantes.
- Pour refroidir les intérieurs, après isolation et éventuelle limitation de l'apport solaire, les brasseurs d'air sont efficaces.
- Adapter les infrastructures stratégiques, avec l'exemple du Port du Havre-Seine-Paris : Questionnement sur la maintenance et sur les redondances des infrastructures. On ne peut pas empêcher que l'aléa arrive, il faut donc aussi anticiper le moment où il faut y faire face. Pour cela, le diagnostic de vulnérabilité est une étape inévitable.
- Érosion du trait littoral : quel avenir pour la corniche basque, route touristique menacée par l'érosion littoral ? Une démarche de concertation avec les parties prenantes du territoire a été mise en place pour réfléchir à comment accueillir des touristes et mettre en valeur les paysages tout en garantissant la sécurité des visiteurs. La route est occasionnellement partiellement fermée du fait de l'érosion progressive.

2. Points saillants des échanges

a. A propos du renoncement

Il existe de très nombreux exemples de renoncement, qui ne disent d'ailleurs pas forcément leur nom.

Faire prendre conscience et passer à l'action les élus peut être une réelle difficulté

Le code de l'environnement un des principaux leviers pour renoncer.

Pour amener le renoncement, ça commence au niveau du PLU qui autorise des projets. L'ACC doit être incluse dans les documents d'urbanisme. Ces derniers sont normalement évalués environnementalement : Demander une étude de vulnérabilité sur les zones AU.

Il y a aussi des exemples de projets qui sont livrés puis effacés, comme des quartiers pavillonnaires entiers qui ont été construits puis rasés.

Dans les PPRI et PAPI, le renoncement est systématiquement abordé, via la relocalisation d'activités et des populations notamment. Vivre avec le risque reste une solution à choisir parfois.

Le renoncement provoque de fort débat politique, sur de l'aménagement de parc d'activités par exemple. Les leviers financiers sont aussi une fréquente raison de renoncement.

Renoncement érosion côtière et montée des eaux : délocalisation de certains quartiers déjà envisagés dans certaines communes ligériennes.

b. Pour former ses élus

Réseau élus pour agir pour former les élus. Les échanges entre élus sont assez efficaces pour une montée en compétences.

Le refus de certaines assurances d'assurer certains biens des collectivités et de l'État peut interpeller les élus par exemple (cf les Sables).

Le Lierre, via [Solutions transitions](#), propose de former les élus à la TES.

Aménagement et culture du risque entre autres sont de bons moteurs pour déclencher la formation de l'élus.

c. Urbanisme et ACC

Former les urbanistes est aussi important que former les élus.

Inddigo voit peu de projets avec toit blanc/coolroof. Parfois du bon sens permet d'écarter certaines solutions techniques non pertinentes comme acier ou zinc. Le périmètre ZAC est bien plus adapté que le Plu pour conditionner la matérialité des infrastructures.

L'axe d'entrée réglementaire : Les PCAET ne sont pas opposables. Mais le SCOT et le Plu sont censés être compatible avec le PCAET → Besoin d'outil de traduction du PCAET au PLU et au SCOT.

Les différentes temporalités des documents de planification compliquent parfois la tâche. Le temps passer à ramener toutes ces briques ensemble est parfois conséquent malheureusement.

Les SCOT-AEC sont aussi une bonne manière d'articuler les enjeux de transition aux enjeux d'urbanisme.

Pour avoir une charte de bâtiments écoresponsables par exemple, se rapprocher par exemple de Novabuild qui pourra aider la collectivité dans cette réflexion.

d. Conduite du changement et gouvernance

Gros enjeu de la conduite du changement lors de projets sur l'ACC, ce n'est pas qu'un enjeu de formation. Il faut faire réagir les personnes pour ouvrir l'échange. Cela passe aussi par le REX, la visite de territoires équivalents, des « séances de sophrologie » sans en dire le nom.

A part CD44, pas trop d'initiative qui permettent la mise en place d'une réelle gouvernance de l'ACC au niveau des territoires

Les comités de bassins n'ont pas d'existence de personne morale et fonctionne de manière collégial. Source d'inspiration intéressante pour l'ACC qui n'est pas une compétence pleine et entière pour les collectivités. Il est nécessaire de construire des collèges d'acteurs regroupant GEMAPI, dev éco, mobilité, SCOT, politique sociale (via département), etc.

e. Financement

Marché à bon de commande de l'ANCT. Moins de 3500 habitants. Principe de subsidiarité. Il y a une enveloppe qui est soldée pour 2025.

La Banque des territoires fournit des financements et subvention sur certains projets : finance les études, ça peut-être des prêts, etc.

f. Porte d'entrée pour aborder les enjeux sans le dire

Quelques idées de portes d'entrée détournées pour aborder les enjeux sans le dire : la santé, Alimentation, Qualité de l'air, Urbanisme, Culture du risque, les PCS et les PICS

g. Adaptation et gestion de crise

L'organisation des secours pose la question de la différence entre gestion de crise et gestion de l'ACC.

Les plans communaux de sauvegarde pour fin 2026 permettront de faire des liens forts entre action de réduction du risque en anticipation et actions de réaction quand l'événement a lieu.

L'ACC est déjà incluse dans les PAPI, dans les parties les plus opérationnelles des PPRI.

Exemple nivellement de la chaussée pour gérer inondation

- ➔ Contexte de crise : le seul impératif est la sécurité des personnes. Mais la crue dure plusieurs jours, au delà du contexte de crise. Quand le moment de la crise passe mais que l'aléa reste, il faut aider la reprise de la vie progressive, au fil du retrait progressif de l'aléa.

Politique de gestion des risques et politique d'aménagement du territoire doivent se répondre

Autre exemple évoqué durant l'échange, et dont le nom de la commune nous a échappé : Un quartier a été nivelé pour gérer le cas d'une rupture de digue : toute personne a à moins de 200m de chez un lieu un lieu d'élévation égale ou supérieure à R+2 pour pouvoir se mettre à l'abri rapidement.

h. Autres exemples SaFN

- La restauration des zones humides
- Végétalisation de la ville (non pas juste quelques arbres, de manière opportuniste, mais via une approche transformatrice avec pour objectif de refroidir la ville : travail sur les axes ayant une ventilation naturelle, mettre à profit les couloirs de vent pour refroidir la ville) ;
- Approche bocagère ;
- Nature comme média d'épanouissement personnel et créateur de cohésion sociale, dans les quartiers populaires notamment. Voir par exemple le projet des Arbres de pluie sur la Métropole de Lyon et accompagné par le projet LIFE Artisan

A propos de la végétalisation, témoignage d'une collectivité : Le chef service espaces verts de sa collectivité avait fini par dire : « moi je préfère entretenir des cours d'école plutôt que des ronds-points » ➔ lâcher la bride sur les espaces qui ont besoin de moins d'entretien pour se focaliser sur ceux qui importeront vis-à-vis des enjeux d'adaptation.

Certains territoires ruraux se sentent moins concernés par renaturation, ruissellement, imperméabilité ; et pourtant cela peut concerner aussi leurs bourgs.

i. S'inspirer de l'étranger ?

Dans la mesure où les climats « remontent vers le nord », existe-t-il des « solutions fondées sur l'étranger », et notamment les pays méditerranéens ? :

L'adaptation des zones portuaires s'inspire beaucoup des Pays-Bas.

Les fonds Interreg sont dédiés à cela.

Marseille est en forme de grande cuve avec le vieux port au fond. Dans le cadre de son accompagnement, Indigo avait repris le cas de Valence pour inspirer et accompagner Marseille, en 2020. Constant aujourd'hui que les résultats de l'accompagnement en sont pas encore rentrés dans l'opérationnel. Ça prend du temps pour devenir réalité.

3. Ressources complémentaires fournies par Valérie Potier du Cerema

- La [projetothèque](#) du Centre de ressources ACC (CRACC) et son [espace documentaire](#)
- [12 fiches sur l'adaptation au changement climatique dans les collectivités locales](#), CRACC
- [Carte des solutions pour s'adapter au changement climatique en Ile de France](#), dont les [solutions coup de cœur](#)
- [Cartographie de l'Action Climatique en Occitanie \(CACO\)](#) : Outil dynamique de valorisation des actions menées en Occitanie en matière d'adaptation aux changements climatiques.

- [S'adapter aux dérèglements climatiques en Nouvelle-Aquitaine, elles et ils l'ont fait, espaces agricoles, littoraux, urbains, gouvernance](#), par la Région Nouvelle Aquitaine
- [Rafraîchir les villes, Des solutions variées \(Librairie ADEME\)](#) et les [fiches solution de Plus Fraîche Ma Ville](#)
- [Fiches exemples d'action d'adaptation au changement climatique](#), Librairie ADEME
- Concernant l'exemple de transparence hydraulique de l'aménagement du quartier Matra à Romorantin, il y a des reportages intéressants sur internet, notamment [celle-ci](#), ainsi que cette présentation :

Aménager avec l'évolution du risque inondation

Exemple de Romorantin - Matra

- La ville de Romorantin-Lanthenay initie dans les années 2000 un plan d'aménagement de la **friche de l'ancienne usine automobile Matra** : 50 logements collectifs, 10 logements individuels, 104 logements en résidence seniors, 8 logements en bande, routes et jardins. Elle est accompagnée dans ce projet par un bailleur social et un promoteur privé.
- Un site de 6 ha en bord de rivière, la Sauldre, aménagé et construit entre 2006 et 2010 est inauguré en 2011.
- Une **conception du site comme un "affluent de la rivière"** : le plan prévoit le tracé de l'eau en cas de crue majeure.
- Les **réalisations** :
 - Surélévation des routes et des réseaux électriques ;
 - Pilotis et passerelles reliant les logements surélevés aux voiries surélevées ;
 - Un parc avec passerelles au centre du quartier ;
 - Des parkings décaissés sous les immeubles d'habitat collectif.
- Un surcoût de 8 à 12%.
- Les **preuves de la résilience lors de l'inondation de mai 2016** : une décrue rapide et des dégâts matériels quasi nuls, des réseaux et voies de circulation préservées, un quartier nettoyé en deux jours.

